



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

politique de l'éducation

Question au Gouvernement n° 87

Texte de la question

BILAN DE LA RENTRÉE SCOLAIRE

M. le président. La parole est à M. Patrick Bloche, pour le groupe socialiste, républicain et citoyen.

M. Patrick Bloche. Monsieur le président, mes chers collègues, ma question s'adresse à M. le ministre de l'éducation nationale.

Il y a tout juste une semaine, les enfants de la République faisaient leur rentrée scolaire. Comment ne pas constater objectivement que cette rentrée s'est bien passée, rompant ainsi avec la logique funeste à l'oeuvre depuis plusieurs années ? La mécanique implacable des suppressions de postes - plus de 80 000 - conduisant à la destruction de l'école publique, rentrée après rentrée, a été fort opportunément stoppée. Fallait-il que la situation soit si catastrophique dans nos écoles, nos collèges et nos lycées, pour que le Gouvernement - fait inédit - se trouve dans l'obligation de proposer au Parlement, au mois de juillet dernier, la création de mille postes en vue de la rentrée de septembre, afin de parer au plus pressé et de réparer sans tarder.

Cette rentrée scolaire si différente, ce renversement de tendance, nous les devons à l'engagement du Président de la République, du Gouvernement, de vous-même, monsieur le ministre, comme à la mobilisation des enseignants et des personnels administratifs qu'il convient de saluer.

En ayant à l'esprit le lancement de la vaste concertation sur la refondation de l'école de la République, dont vous aimez à dire qu'elle est tout autant la refondation de la République par son école, et avant même que nous abordions cet après-midi, ici même, le débat sur les emplois d'avenir, notamment ceux concernant les emplois de professeurs pour répondre à la crise actuelle du recrutement des enseignants, quel bilan tirez-vous, monsieur le ministre, de votre première rentrée scolaire ? (*Applaudissements sur les bancs des groupes SRC, écologiste, RRDP et sur plusieurs bancs du groupe GDR.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'éducation nationale.

M. Vincent Peillon, *ministre de l'éducation nationale*. Monsieur le député, vous avez bien raison de parler dans cet hémicycle des "enfants de la République". En écoutant les différentes questions et les réponses qui y sont apportées, je me disais que notre pays a besoin d'espérance et de fierté. L'espérance, c'est notre jeunesse ; la fierté, c'est notre école ! Cette espérance et cette fierté ont été trop attaquées par le passé. Cette fierté et cette espérance, c'est deux fois la République ! (*Applaudissements sur les bancs des groupes SRC, écologiste, RRDP et GDR.*)

Cette rentrée scolaire, monsieur le député, aurait dû mal se passer, car depuis cinq ans, comme je vous le disais à l'instant, l'école a été très durement attaquée, ainsi qu'à travers elle la République et sa jeunesse - 80 000 postes ont été supprimés en cinq ans !

Ce sont évidemment les enfants des zones les plus en difficulté qui sont empêchés de poursuivre leur parcours scolaire.

Plusieurs députés du groupe UMP. C'est faux !

M. Vincent Peillon, *ministre*. Les enfants en situation de handicap dont on n'a pas prévu l'accompagnement en ont également souffert. La formation des enseignants a été détruite.

Le Président de la République et le Premier ministre ont décidé début juillet, avec le soutien de l'ensemble de la majorité, de faire de l'école de la République la priorité de l'action gouvernementale.

M. Yves Censi. Et les salaires des enseignants ?

M. Vincent Peillon, *ministre*. Nous avons créé mille postes dans l'enseignement primaire et 280 dans le secondaire, ainsi que cent postes de conseillers principaux d'éducation, 1 500 postes d'accompagnants pour les enfants en situation de handicap, et 2 000 postes d'assistants d'éducation,...

M. Daniel Fasquelle. Vous faites des cadeaux à votre électorat : voilà réalité !

M. Vincent Peillon, *ministre*. ...et remis en place une formation pour les nouveaux professeurs.

Cela ne suffira pas. Il nous faudra du temps. (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*)

Il faut comprendre que le temps scolaire et le temps de l'action publique, le temps du redressement, est un temps qui s'adresse à l'intelligence des uns et des autres. C'est pourquoi le Président de la République a demandé qu'une grande loi de refondation de l'école de la République soit présentée devant le Parlement avant la fin de l'année. J'ai besoin de tous vos concours pour que cette loi soit une loi de fierté et d'espérance qui rassemble les Français et redresse le pays ! (*Vifs applaudissements sur les bancs des groupes SRC, écologiste et RRD ainsi que sur plusieurs bancs du groupe GDR.*)

Données clés

Auteur : [M. Patrick Bloche](#)

Circonscription : Paris (7^e circonscription) - Socialiste, écologiste et républicain

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 87

Rubrique : Enseignement

Ministère interrogé : Éducation nationale

Ministère attributaire : Éducation nationale

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [12 septembre 2012](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [12 septembre 2012](#)